



COMMUNIQUE FSU DU 30 OCTOBRE 2018

Le gouvernement choisit une Fonction... de moins en moins publique !

Le Premier ministre a annoncé, lors du Citp, sa volonté de pousser vers le privé nombre de fonctionnaires et confirmé sa volonté de recourir au recrutement par contrat. Le Ministre de l'action et des comptes publics en a lui annoncé les conditions à la presse. Ces mesures visent à permettre des réorganisations de services liées aux suppressions des 120 000 emplois « promis » par le Président de la République.

Et le gouvernement a dévoilé aujourd'hui son projet de nouvelle architecture des rémunérations des agent-es de la Fonction publique visant à mettre en place un salaire au mérite ! Un système aléatoire, discriminant et totalement entre les mains des employeurs sans réel dialogue social.

Le gouvernement a visiblement décidé d'en finir avec la Fonction publique !

La FSU dénonce ces mesures. Elles sont à l'extrême inverse du travail engagé avec le protocole PPCR qu'il aurait fallu prolonger pour faire des déroulements de carrière et de la revalorisation indiciaire (intégrant une part des primes), la colonne vertébrale des rémunérations de toutes et tous les agent-es de la Fonction publique.

Décidément la Fonction publique s'éloigne de plus en plus de ses principes et de son sens définit par l'intérêt général.

Cela est d'autant plus préjudiciable que ces mesures n'amélioreront ni la situation des agent-es ni le bon fonctionnement des services.

La FSU demande au gouvernement d'entendre les désaccords qui s'expriment et d'ouvrir des discussions portant sur le recrutement de fonctionnaires, la revalorisation salariale de toutes et tous les agent-es, le développement de la formation et de l'accompagnement des agent-es.

Elle informe largement les personnels de la situation pour préparer les conditions du refus de ces mesures.